

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DU BUDGET



Document n° 1

PROJET DE LOI DE FINANCES
DE L'EXERCICE 2015

Kinshasa, Septembre 2014

EXPOSE DES MOTIFS

Le projet de loi de finances de l'exercice 2015 s'élabore dans un contexte socio-politique précis.

En effet, après la tenue des concertations nationales et la résolution des conflits armés dans la partie Est du pays, les efforts du Gouvernement se focalisent sur la mise en œuvre des recommandations desdites Concertations, des engagements pris par la République Démocratique du Congo dans le cadre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ainsi que sur l'accélération de la mise en place du projet de société du Chef de l'Etat.

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2015 prête une attention particulière à chacun de ces domaines et prend en charge diverses actions prioritaires.

En ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations des Concertations nationales, le projet de loi prend en compte les grands domaines développés dans la thématique « Economie, Secteurs productifs, Finances publiques », notamment :

- l'accès de la population, principalement dans les milieux ruraux, à l'eau potable et à l'électricité et la stabilisation du niveau de prix des biens et services dans le cadre de la sous thématique « Justice sociale » ;
- la création d'emplois pour les Congolais dans l'optique de faire émerger une classe sociale moyenne et ce, en se fondant sur les projets intégrés avec à la base l'agro-industrie et l'agriculture paysanne, offrant ainsi des opportunités certaines aux populations de l'intérieur du pays.

S'agissant des engagements de la République dans l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, le projet de loi prend en compte les grands axes des réformes engrangées par le Gouvernement. Il s'agit essentiellement (i) de la Réforme des secteurs de sécurité, (ii) de la consolidation de l'autorité de l'Etat, (iii) de la décentralisation du pouvoir et (iv) les réformes structurelles des institutions, notamment celle des finances publiques. De manière particulière, le projet de loi de finances pose des bases avec les actions suivantes :

- après la fin de la guerre, le Gouvernement s'attèle à la consolidation de l'autorité de l'Etat. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire les actions en cours sur la mise en place et l'opérationnalisation des cours et tribunaux, la restructuration de la Police et de l'Armée, de même que le désarmement des forces négatives et l'amnistie ;
- dans le cadre de la décentralisation, le Gouvernement s'évertue à organiser les élections provinciales, municipales et locales et à viabiliser les provinces en vue d'asseoir la décentralisation tant administrative que financière ;
- sur le plan diplomatique, le retour du Congo sur la scène internationale devient de plus en plus perceptible. Ainsi, le Gouvernement entend maintenir cet élan qui vise à assainir le secteur par la fermeture de certaines ambassades, le rapatriement des diplomates, le paiement des arriérés des salaires, la rémunération des engagés locaux ainsi que le paiement des contributions aux organismes internationaux ;
- dans le cadre du renforcement de la gouvernance économique-financière, le Gouvernement poursuit les actions de réforme en vue d'améliorer le climat des affaires pour attirer les investisseurs et de finaliser le processus de bancarisation dans le but de maîtriser les effectifs et les masses salariales. En matière de réforme des finances publiques, le Gouvernement poursuit l'implémentation, dans la loi de finances de l'année, des innovations édictées par la LOFIP, de manière à y apporter les améliorations progressives qu'elle préconise.

Afin d'accélérer la mise en place du projet de société du Chef de l'Etat, le Gouvernement poursuit les actions de consolidation de la stabilité macroéconomique, d'accélération de la croissance et de création d'emplois ainsi que celles de construction et de modernisation des infrastructures de base. Le projet de loi de finances 2015 met au premier plan la nécessité de financer les projets contenus dans le journal de campagne qui, par ailleurs, découlent des promesses électorales du Chef de l'Etat dans les secteurs de l'Energie, des Infrastructures, des Transports et des secteurs sociaux.

Ces principales actions sont reflétées dans les axes prioritaires du Programme d'action du Gouvernement (PAG) et traduites dans le présent projet de loi.

La réforme fiscale, l'amélioration du climat des affaires, le niveau d'investissement ainsi que le renforcement des actions des administrations fiscales et non fiscales de même que les mesures d'encadrement des recettes sont intégrées dans le présent projet de loi.

Dans l'optique d'accompagner la mise en œuvre de la présente loi de finances, certaines dispositions des lois fiscales et non fiscales sont modifiées et renforcées.

Les principaux indicateurs macroéconomiques sous-tendant les prévisions budgétaires de l'exercice 2015 se déclinent comme suit :

- Taux de croissance du PIB : **10,4%**
- Déflateur du PIB : **3,3%**
- Taux d'inflation moyen : **3,6%**
- Taux d'inflation fin période : **3,5%**
- Taux de change moyen : **936,5 FC/USD**
- Taux de change fin période : **943,9 FC/USD**
- PIB nominal (en milliards de FC) : **36.325,20**

Le projet de loi de finances de l'exercice 2015 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **8.363,2 milliards de FC**, soit **23,0%** du PIB et un taux d'accroissement de **1,1%** par rapport à la loi de finances de 2014 arrêtée à **8.273,4 milliards de FC**.

1. Recettes

Les recettes de l'ordre de **8.363,2 milliards de FC** sont constituées des recettes du budget général évaluées à **7.465,6 milliards de FC**, des recettes des budgets annexes arrêtées à **535,0 milliards de FC** et des recettes des comptes spéciaux chiffrées à **362,6 milliards de FC**.

Les recettes du budget général comprennent les recettes internes essentiellement courantes de l'ordre de **5.883,5 milliards de FC** et les recettes extérieures fixées à **1.582,0 milliards de FC**.

Les recettes courantes représentent **70,4%** des recettes totales, une pression fiscale de **16,2%** et un taux d'accroissement de **7,4%** par rapport aux assignations de 2014 arrêtées à **5.480,4 milliards de FC**, justifié par la prise en compte de l'impact du cadrage macroéconomique 2015, l'intégration de nouvelles mesures fiscales ainsi que l'effort de service à déployer par les administrations fiscales et les services d'assiette.

Elles sont constituées des recettes des douanes et accises de l'ordre de **2 466,4 milliards de FC**, des recettes des impôts de **2.332,4 milliards de FC**, des recettes non fiscales encadrées par la DGRAD de l'ordre de **686,2 milliards de FC** et des recettes des pétroliers producteurs d'un niveau de **398,6 milliards de FC**.

Les recettes extérieures représentent **18,9 %** des recettes totales, **4,4** du PIB et un taux de régression de **19,6 %** comparativement à celles prévues en 2014 arrêtées à **1.968,6 milliards de FC**, consécutive essentiellement à la baisse des dons projets. Elles comprennent les recettes d'appuis budgétaires de l'ordre de **50,9 milliards de FC** et celles de financement des investissements d'un montant de **1.531,0 milliards de FC**.

Les recettes d'appuis budgétaires se chiffrent à **50,9 milliards de FC** provenant du contrat désengagement-désendettement conclu après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Les recettes de financement des investissements de l'ordre de **1.531,0 milliards de FC** comprennent essentiellement les dons projets provenant des divers partenaires bilatéraux et multilatéraux de la République.

Les recettes des budgets annexes sont constituées des recettes propres d'une part des universités et instituts supérieurs et d'autre part des hôpitaux généraux de référence répertoriés dans le cadre du budget de l'exercice 2015 pour des montants respectifs de l'ordre de **125,1 milliards de FC** et de **409,9 milliards de FC**.

Les recettes des comptes spéciaux sont constituées des prélèvements obligatoires effectués par différents fonds, offices et entreprises répertoriés pour l'exercice budgétaire 2015 à concurrence de **362,5 milliards de FC**.

2. Dépenses

Au même titre que les recettes, les dépenses de l'exercice 2015 sont réparties en budget général pour un montant de **7.465,6 milliards de FC**, en budgets annexes à concurrence de **535,0 milliards de FC** et en comptes spéciaux pour un niveau de **362,5 milliards de FC**.

Les dépenses du budget général sont ventilées par nature économique de la manière suivante :

- **Dette publique en capital : 231,8 milliards de FC**, soit **3,1%** des dépenses du budget général et un taux de régression de **10,3%** par rapport à son niveau de l'exercice 2014 situé à **258,4 milliards de FC**. La régression constatée est essentiellement influencée par l'impact de l'annulation et du rééchelonnement de la dette après le point d'achèvement de l'initiative PPTTE ainsi que par la politique d'endettement concessionnel requérant un délai de grâce avant le remboursement de nouvelles créances contractées ;
- **Frais financiers : 104,5 milliards de FC**, soit **1,4%** des dépenses du budget général et un taux de régression de **5,6%** par rapport au crédit voté de l'exercice 2014 fixé à **110,7 milliards de FC**. La régression est justifiée par la baisse des intérêts sur les créances titrisées de la Banque Centrale du Congo ;
- **Dépenses de personnel : 1.891,3 milliards de FC**, soit **25,3%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **10,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2014 situé à **1.707,6 milliards de FC**, justifié par la prise en compte de l'impact de la politique de rationalisation, de la mécanisation de nouvelles unités des secteurs prioritaires et de la correction des certains barèmes et tensions salariales.

- **Biens et matériels : 268,2 milliards de FC**, soit **3,6%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **7,4%** par rapport à l'enveloppe retenue en 2014 de l'ordre de **249,7 milliards de FC**, provenant notamment des charges de fonctionnement courant des nouvelles structures créées dans le cadre de la réforme de l'Armée et de la Police ainsi que du système judiciaires ;
- **Dépenses de prestations : 413,3 milliards de FC**, soit **5,5%** des dépenses du budget général et un taux de régression de **8,9%** par rapport à l'enveloppe retenue en 2014 de l'ordre de **453,1 milliards de FC**, consécutif notamment aux prestations supplémentaires requises dans le cadre de la mise en place de nouvelles structures ;
- **Transferts et interventions de l'État : 1.831,4 milliards de FC**, soit **24,5%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **0,5%** par rapport au crédit du Budget 2014 de l'ordre de **1.822,6 milliards de FC**, dû en grande partie à l'augmentation du transfert aux provinces et ETD au titre de fonctionnement et au niveau de la TVA remboursable ;
- **Equipements : 1.669,2 milliards de FC**, soit **22,4%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **1,4%** par rapport à l'enveloppe retenue en 2014 chiffrée à **1.646,9 milliards de FC**, justifié par la prise en compte des efforts de mobilisation des recettes notamment la certification des ressources naturelles ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière : 1.055,9 milliards de FC**, soit **14,1%** des dépenses du budget général et un taux de régression **12,1%** par rapport à l'enveloppe retenue de 2014 plafonnée à **1.199,9 milliards de FC**, justifié par les travaux de modernisation du pays et de désenclavement des provinces.

Tel est le contenu du projet de loi de finances de l'exercice 2015.

PROJET DE LOI

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES

Titre I : Du contenu de la loi de finances de l'année 2015

Article 1^{er}

La présente loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du pouvoir central de l'exercice 2015.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux provinces conformément à la Constitution et à la loi relative aux finances publiques.

Article 2

Le budget du pouvoir central de l'exercice 2015 et les opérations de trésorerie y rattachées sont régies conformément aux dispositions de la présente loi.

Titre II : De la configuration du budget du pouvoir central

Article 3

Le budget de l'exercice 2015 est constitué du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux fixés et répartis conformément aux documents et états annexés à la présente loi.

Il est présenté en équilibre comprenant les recettes et les dépenses de l'ordre de **8.363.216.816.059 (Huit mille trois cent soixante-trois milliards deux cent seize millions huit cent seize mille cinquante-neuf Francs Congolais)** tel que réparti à l'annexe I.

DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES

Titre I : De la configuration des recettes du budget général

Article 4

Les recettes du budget général de l'exercice 2015 sont arrêtées à **7.465.648.713.234 (Sept mille quatre cent soixante-cinq milliards six cent quarante-huit millions sept cent treize mille deux cent trente-quatre Francs Congolais)**.

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe II.

Article 5

Les recettes à caractère national allouées aux provinces s'élèvent à **1.989.833.331.043 (Mille neuf cent quatre-vingt-neuf milliards huit cent trente-trois millions trois cent trente-un mille quarante-trois Francs congolais)** conformément à l'annexe XI.

Titre II : Des mesures fiscales

Chapitre 1^{er} : Des mesures relatives aux recettes des impôts

Article 6

Les mesures fiscales reprises aux articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 de la Loi de finances n° 14/002 du 31 janvier 2014 pour l'exercice 2014 sont d'application dans le cadre de la présente loi.

Les mesures fiscales reprises dans la présente loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits.

Titre III : Des mesures relatives aux recettes non fiscales

Article 7

Le taux de la taxe sur l'autorisation d'importation des médicaments, prévue par l'Ordonnance-loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central en son annexe IX point 3, est fixé à **2%** de la valeur CIF en vertu de la présente loi.

Article 8

«*Les droits de vente de cahiers spéciaux des charges*» prévus par l'Ordonnance-loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central en son annexe IV du point 1 sont remplacés par «*les droits de vente de dossier d'appel d'offre*», conformément à la Loi n° 10/010 du 27 avril 2010 relative aux marchés publics.

Une quotité de ces droits fixée par l'arrêté interministériel des ministres ayant dans leurs attributions les finances et le budget est perçue au titre des recettes non fiscales au niveau de chaque cellule de gestion des projets et des marchés publics qui émargent du pouvoir central.

Article 9

Il est institué un acte générateur dénommé «*droits fixes d'enregistrement du nouveau certificat sécurisé*» en remplacement de celui prévu par l'Ordonnance-loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central en son annexe XXIX, point 1, dont le taux sera fixé par un arrêté interministériel des ministres ayant les finances et les affaires foncières dans leurs attributions respectives.

TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES

Titre I : De la configuration des dépenses du budget général

Article 10

Les dépenses de l'exercice 2015 sont arrêtées à **8.363.216.816.059** (Huit mille trois cent soixante-trois milliards deux cent seize millions huit cent seize mille cinquante-neuf Francs Congolais).

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Article 11

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital arrêtée à **231.806.650.000 FC** (Deux cent trente et un milliards huit cent six millions six cent cinquante mille Francs congolais).
- Frais financiers évalués à **104.494.876.000 FC** (Cent quatre milliards quatre cent quatre-vingt quatorze millions huit cent soixante seize mille Francs congolais).
- Dépenses de personnel arrêtées à **1.891.329.839.759 FC** (Mille huit cent quatre-vingt-onze milliards trois cent vingt-neuf millions huit cent trente-neuf mille sept cent cinquante neuf Francs congolais).
- Biens et matériels chiffrés à **268.227.155.776 FC** (Deux cent soixante-huit milliards deux cent vingt-sept millions cent cinquante cinq mille sept cent soixante seize Francs congolais).
- Dépenses de prestations arrêtées à **413.282.261.199 FC** (Quatre cent treize milliards deux cent quatre-vingt-deux millions deux cent soixante-un mille cent quatre vingt dix-neuf Francs congolais).
- Transferts et interventions de l'Etat évalués à **1.831.435.401.140 FC** (Mille huit cent trente-un milliards quatre cent trente-cinq millions quatre cent un mille cent quarante Francs congolais).

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes **III, IV, V, VI, VII** et **VIII**.

Les dépenses en capital sont constituées de titres VII et VIII, réparties de la manière suivante :

- Equipements arrêtés à **1.669.199.557.618 FC (Mille six cent soixante-neuf milliards cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent cinquante-sept mille six cent dix-huit Francs congolais)**.
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière chiffrées à **1.055.872.971.741 FC (Mille cent cinquante-cinq milliards huit cent soixante-douze millions neuf cent soixante-onze mille sept cent quarante-un Francs congolais)**.

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

Titre II : Des mesures relatives aux dépenses

Article 12

Les allègements au titre de contrat désengagement-désendettement inscrits dans le budget du pouvoir central de l'exercice 2015 sont affectés aux dépenses de lutte contre la pauvreté conformément à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE).

Article 13

Les dépenses de personnel relatifs aux rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions et suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés en provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente loi.

Article 14

Les plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés pour l'exercice 2015 sont fixés conformément à l'annexe XIV de la présente Loi.

Sous peine de nullité, toute création d'emplois nouveaux au cours de l'exercice 2015 ne peut excéder les plafonds autorisés.

Article 15

Les crédits budgétaires des dépenses d'investissement sont constitués des autorisations d'engagement et de crédits de paiement tels que repris à l'annexe XV de la présente loi.

Les autorisations d'engagement constituent la permission de signer en 2015 un ou plusieurs marchés pour un montant total maximum mais dont l'exécution peut se réaliser sur plusieurs exercices budgétaires selon un échéancier des paiements. Elles permettent d'appréhender les coûts totaux des projets et préparent les activités d'exécution, de révision et de report des crédits sur la période. Les crédits de paiement constituent la tranche annuelle pour le budget 2015.

QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX

Article 16

Les recettes des budgets annexes, au même titre que leurs dépenses, sont évaluées à **535.021.391.940 FC (Cinq cent trente cinq milliards vingt et un millions trois cent quatre-vingt onze mille neuf cent quarante Francs Congolais)**.

Elles comprennent les recettes propres issues des différents actes internes générateurs des recettes des universités et instituts supérieurs ainsi que des hôpitaux généraux de référence repris à l'état figurant à l'annexe XII de la présente loi.

Article 17

Les recettes des comptes spéciaux, de même que leurs dépenses, sont estimées à **362.546.710.885 FC (Trois cent soixante deux milliards cinq cent quarante six millions sept cent dix mille huit cent quatre-vingt cinq Francs Congolais)**.

En attendant la redéfinition des comptes spéciaux tels que prévues dans la loi relative aux finances publiques, ces recettes sont constituées des prélèvements obligatoires issus des parafiscalités cédées par l'Etat à ces fonds, offices et entreprises repris à l'état figurant à l'annexe XIII de la présente loi.

CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 18

Sous réserve des dispositions de la présente loi, la perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus publics du pouvoir central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées dans la présente Loi.

Article 19

En attendant la mise en place des textes, des procédures et modalités d'exécution du Budget de l'Etat conformément à la Loi relative aux finances publiques et au Règlement général sur la comptabilité publique, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué assure l'ordonnancement.

Article 20

Pour un suivi efficient de l'exécution du budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les finances dans ses attributions transmet journallement au Ministre ayant le budget dans ses attributions la situation des versements et des décaissements du compte général et des sous-comptes du Trésor public.

Article 21

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article 22

La présente loi prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXES

ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET 2015

N°	RECETTES	BUDGET 2013	BUDGET 2014	PROJET DU BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
A	BUDGET GENERAL	4 652 594 689 249	7 449 004 345 919	7 465 648 713 234
1	RECETTES INTERNES	4 066 031 165 216	5 480 395 169 919	5 883 620 208 600
2	RECETTES EXTERIEURES	586 563 524 032	1 968 609 176 000	1 582 028 504 634
B	BUDGETS ANNEXES	100 678 312 174	516 429 915 000	535 021 391 940
C	COMPTES SPECIAUX	253 796 646 076	307 999 348 335	362 546 710 885
	RECETTES TOTALES	5 007 069 647 498	8 273 433 609 254	8 363 216 816 059
N°	DEPENSES	BUDGET 2013	BUDGET 2014	PROJET DU BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
A	BUDGET GENERAL	4 757 443 424 987	7 449 004 345 919	7 465 648 713 234
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	219 397 922 976	258 382 619 000	231 806 650 000
2	FRAIS FINANCIERS	160 326 626 746	110 685 171 000	104 494 876 000
3	DEPENSES DE PERSONNEL	1 449 104 567 352	1 707 597 426 298	1 891 329 839 759
4	BIENS ET MATERIELS	165 658 396 003	249 747 663 241	268 227 155 776
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	146 126 941 675	453 097 413 128	413 282 261 199
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 502 964 347 127	1 822 557 425 272	1 831 435 401 140
7	EQUIPEMENTS	747 166 184 396	1 646 990 863 900	1 669 199 557 618
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	366 698 438 712	1 199 945 764 080	1 055 872 971 741
B	BUDGETS ANNEXES	100 678 312 174	516 429 915 000	535 021 391 940
C	COMPTES SPECIAUX	253 796 646 076	307 999 348 335	362 546 710 885
	DEPENSES TOTALES	5 111 918 383 236	8 273 433 609 254	8 363 216 816 059
	SOLDE	-104 848 735 738	0	0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE II : SYNTHÈSE DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

N°	RECETTES	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
A	RECETTES INTERNES	4 066 031 165 216	5 480 395 169 919	5 883 620 208 600
I	RECETTES COURANTES	4 066 031 165 216	5 480 395 169 919	5 883 620 208 600
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	1 713 957 715 871	2 456 599 330 291	2 466 383 630 125
1.2.	Recettes des Impôts	1 513 451 000 000	1 958 643 743 484	2 332 400 594 071
1.3.	Recettes non Fiscales	442 616 833 467	654 717 096 144	686 202 764 226
1.3.1.	DGRAD	368 425 027 757	565 977 985 144	686 202 764 226
1.3.2.	AUTRES	74 191 805 710	88 739 111 000	0
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	396 005 615 878	410 435 000 000	398 633 220 178
1.4.1.	DGI	161 220 485 231	169 520 668 000	172 031 128 747
1.4.2.	DGRAD	234 785 130 647	240 914 332 000	226 602 091 431
B	RECETTES EXTERIEURES	586 563 524 032	1 968 609 176 000	1 582 028 504 634
I	Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires	32 459 003 909	197 373 288 000	50 985 200 233
1.1.	Dons Budgétaires	32 459 003 909		
1.1	Ressources PPTE		40 373 288 000	50 985 200 233
1.2.	Ressources Allègements IADM		157 000 000 000	
II	Recettes Extérieures de Financement des Investissements	554 104 520 123	1 771 235 888 000	1 531 043 304 401
2.1.	Dons Projets	489 613 073 155	1 587 193 316 000	1 531 043 304 401
2.2.	Emprunts Projets	64 491 446 968	184 042 572 000	
	RECETTES TOTALES	4 652 594 689 249	7 449 004 345 919	7 465 648 713 234

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL

CODE	NATURE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	219 397 922 976	258 382 619 000	231 806 650 000
11	Dette intérieure	74 716 579 335	80 000 000 000	80 000 000 000
12	Dette extérieure	144 681 343 641	178 382 619 000	151 806 650 000

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS

CODE	NATURE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
2	FRAIS FINANCIERS	160 326 626 746	110 685 171 000	104 494 876 000
21	Intérêts sur la dette	90 563 392 745	83 928 245 000	77 737 950 000
22	Autres frais financiers	69 763 234 001	26 756 926 000	26 756 926 000

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL

CODE	NATURE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	1 449 104 567 352	1 707 597 426 298	1 891 329 839 759
32	Rémunération du personnel actif de l'Etat	1 038 887 262 412	1 105 773 273 000	1 255 255 479 721
34	Dépenses accessoires de personnel	410 217 304 939	601 824 153 298	636 074 360 038

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS

CODE	NATURE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
4	BIENS ET MATERIELS	165 658 396 003	249 747 663 241	268 227 155 776
41	Fournitures et petits matériels	61 760 172 607	89 003 851 468	97 353 277 430
42	Pièces de rechange pour équipements	1 077 953 144	12 950 881 000	13 120 465 000
43	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	11 175 459 988	11 927 300 661	13 216 086 161
44	Produits alimentaires, agro-alimentaires et accessoires	83 892 361 696	114 772 446 532	116 968 629 876
45	Textiles, insignes et habillement	7 476 217 923	20 091 271 580	26 268 056 976
46	Matériaux de construction et quincaillerie	276 230 644	1 001 912 000	1 300 640 333

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS

CODE	NATURE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	146 126 941 675	453 097 413 128	413 282 261 199
51	Dépenses de base	24 130 686 059	99 329 728 143	77 787 119 004
52	Publicité, communiqué, impression, reproduction, reliure	3 028 077 025	14 255 807 000	14 142 821 000
53	Transport	20 892 451 153	61 623 981 280	61 653 644 745
54	Location Immobilière, Equipements et Marériels	11 168 222 171	12 275 112 400	9 652 662 584
55	Entretien et Réparation de Matériels et d'Equipements	2 296 043 067	13 660 445 000	13 642 224 800
56	Soins Vétérinaires et de Protection de l'Environnement	0	23 554 000	23 554 000
57	Entretien, Décoration et Réparation d'ouvrages et édifices	2 129 269 374	1 758 219 000	3 994 570 000
58	Autres Services	82 482 192 825	250 170 566 305	232 385 665 066

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT

CODE	NATURE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 502 964 347 127	1 822 557 425 272	1 831 435 401 140
61	Subventions	249 309 737 583	317 445 812 000	347 393 840 667
62	Rétrocessions	179 241 948 856	242 431 873 000	276 955 414 298
63	Interventions de l'Etat	1 020 669 998 264	1 207 353 055 272	1 150 015 893 057
65	Contributions internationales	18 093 493 161	11 889 947 000	11 689 947 000
66	Aides, Secours et Indemnisations	8 293 488 593	12 059 395 000	10 344 603 000
67	Charges sociales	9 864 130 927	12 960 304 000	17 293 863 942
68	Pensions et rentes / honorariat et éméritat	17 491 549 743	18 417 039 000	17 741 839 176

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

**ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES,
ACQUISITION IMMOBILIERE**

CODE	NATURE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE	366 698 438 712	1 199 945 764 080	1 055 872 971 741
81	Construction d'ouvrages et d'édifices	77 517 423 892	600 812 160 200	562 545 906 795
82	Réhabilitation, Réfection et Addition d'ouvrage et d'édifice	289 181 014 820	593 624 744 880	480 797 161 599
83	Acquisition de Terrains	0	667 209 000	7 073 588 120
84	Acquisition de Bâtiments	0	4 841 650 000	5 456 315 227

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DE L'EXERCICE 2015

N°	PROVINCE	COMBINAISON DES CATEGORIES			STRUC T (%)
		CATEGORIE A	CATEGORIE B	TOTAL	
1	KINSHASA	53 971 849 787	224 604 816 559	278 576 666 346	14,00
2	BAS-CONGO	38 551 321 276	160 432 011 828	198 983 333 104	10,00
3	BANDUNDU	26 985 924 893	112 302 408 280	139 288 333 173	7,00
4	EQUATEUR	27 756 951 319	115 511 048 516	143 267 999 835	7,20
5	PROVINCE ORIENTALE	34 696 189 149	144 388 810 645	179 084 999 794	9,00
6	NORD KIVU	32 768 623 085	136 367 210 054	169 135 833 139	8,50
7	MANIEMA	18 504 634 213	77 007 365 677	95 511 999 890	4,80
8	SUD KIVU	26 985 924 893	112 302 408 280	139 288 333 174	7,00
9	KATANGA	84 812 906 808	352 950 426 022	437 763 332 830	22,00
10	KASAI-Occidental	18 504 634 213	77 007 365 677	95 511 999 890	4,80
11	KASAI-Oriental	21 974 253 127	91 446 246 742	113 420 499 869	5,70
	TOTAL	385 513 212 762	1 604 320 118 281	1 989 833 331 043	100,0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE XII: SYNTHESES DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE L'EXERCICE 2015

N°	LIBELLE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	100 678 312 174	516 429 915 000	535 021 391 940
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	67 609 451 539	120 712 500 000	125 058 150 000
2	SANTE PUBLIQUE	33 068 860 634	395 717 415 000	409 963 241 940
	DEPENSES ATTENDUES	100 678 312 174	516 429 915 000	535 021 391 940
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	67 609 451 539	120 712 500 000	125 058 150 000
2	SANTE PUBLIQUE	33 068 860 634	395 717 415 000	409 963 241 940
	SOLDE	-	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE XIII: SYNTHESES DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE L'EXERCICE 2015

N°	LIBELLE	BUDGET 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015
		EXECUTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	PROJETE (EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	253 796 646 076	307 999 348 335	362 546 710 885
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	110 116 609 134	91 491 128 280	105 244 194 965
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	1 201 592 183	2 497 234 695	2 587 135 460
3	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	5 920 152 749	5 874 389 244	6 085 867 004
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	107 194 919 244	120 569 121 402	124 909 609 356
5	FONDS DE CONTREPARTIE DES PROJETS	11 403 589 677	12 057 474 714	12 491 544 100
6	FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT			33 000 000 000
7	OFFICE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CONGOLAISES	247 870 257	510 000 000	528 360 000
8	REGIES DE VOIES AERIENNES	17 711 912 831	75 000 000 000	77 700 000 000
	DEPENSES ATTENDUES	253 796 646 076	307 999 348 335	362 546 710 885
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	86 657 629 877	91 491 128 280	105 244 194 965
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	1 052 087 242	2 497 234 695	2 587 135 460
3	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	5 920 152 749	5 874 389 244	6 085 867 004
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	99 873 216 584	120 569 121 402	124 909 609 356
5	FONDS DE CONTREPARTIE DES PROJETS	2 318 029 335	12 057 474 714	12 491 544 100
6	FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT			33 000 000 000
7	OFFICE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CONGOLAISES	205 763 793	510 000 000	528 360 000
8	REGIES DE VOIES AERIENNES	57 769 766 495	75 000 000 000	77 700 000 000
	SOLDE	-	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE XIV : PLAFONDS D'AUTORISATION D'EMPLOIS REMUNERES/EXERCICE 2015

CODE SECTION	SECTION	EMPLOIS REMUNERES	ACTIONS NOUVELLES	AUTORISATIONS D'EMPLOIS
10	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 311	89	1 400
11	PRIMATURE	892	-	892
12	SERVICE NATIONAL	3 520	-	3 520
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	379	-	379
18	ASSEMBLEE NATIONALE	3 390	-	3 390
19	SENAT	1 317	-	1 317
20	POUVOIR JUDICIAIRE	5 062	-	5 062
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	1 655	-	1 655
22	AFFAIRES ETRANGERES	1 244	-	1 244
23	COOPERATION INTERNATIONALE	387	-	387
24	AUTORITES COUTUMIERES	5 456	-	5 456
25	INTERIEUR ET SECURITE	29 624	-	29 624
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	67	-	67
27	DEFENSE NATIONALE	164 874	-	164 874
28	ANCIENS COMBATTANTS	4 989	-	4 989
29	ECONOMIE NATIONALE	2 480	-	2 480
30	FINANCES	27 774	-	27 774
31	BUDGET	4 209	-	4 209
32	PLAN	1 854	-	1 854
33	RECONSTRUCTION	179	-	179
34	JUSTICE	4 973	-	4 973
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	63	-	63
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	549	-	549
37	SANTE PUBLIQUE	44 043	11 000	55 043
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	385 477	12 658	398 135
39	COMMISSION NATIONALE POUR UNESCO ADMINISTRATION	50	-	50
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	48 457	-	48 457
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	10 397	-	10 397
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	12 924	-	12 924
43	URBANISME ET HABITAT	2 004	-	2 004
44	AGRICULTURE	14 745	-	14 745
45	DEVELOPPEMENT RURAL	6 211	-	6 211
46	INDUSTRIE	2 472	-	2 472
47	COMMERCE EXTERIEUR	2 073	-	2 073
48	MINES	1 815	-	1 815
49	HYDROCARBURES	205	-	205
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	1 319	-	1 319
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	4 474	-	4 474
52	POSTES TELEPHONES ET TELECOMMUNICATIONS	893	-	893
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	4 356	-	4 356
54	DROITS HUMAINS	351	-	351

CODE SECTION	SECTION	EMPLOIS REMUNERES	ACTIONS NOUVELLES	AUTORISATIONS D'EMPLOIS
55	AFFAIRES FONCIERES	2 870	-	2 870
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	8 421	-	8 421
57	TOURISME	2 279	-	2 279
58	CULTURE ET ARTS	3 118	-	3 118
59	JEUNESSE	3 855	-	3 855
60	SPORTS	860	-	860
61	FONCTION PUBLIQUE	158 424	-	158 424
62	EMPLOI ET TRAVAIL	2 290	-	2 290
63	PREVOYANCE SOCIALE	340	-	340
64	AFFAIRES SOCIALES	66 933	-	66 933
65	GENRE FEMME ET ENFANT	943	-	943
66	ADMINISTRATION DE L ASSEMBLEE NATIONALE	261	-	261
67	ADMINISTRATION DU SENAT	268	-	268
69	INTEGRATION REGIONALE	140	-	140
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	210	-	210
74	PORTEFEUILLE	438	-	438
75	INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES	484	-	484
76	COUR DES COMPTES	420	-	420
77	CENI	70	-	70
78	FONDS NATIONAL DE PROMOTION ET DE SERVICE SOCIAL	293	-	293
80	CSAC	469	-	469
82	DELEGATION GENERALE A LA FRANCOPHONIE	24	-	24
83	DELEGATION A LA MONUSCO	102	-	102
84	POLICE NATIONLE	118 421	-	118 421
85	DIRECTION GENERALE DE MIGRATION	6 789	-	6 789
86	AGENCE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT	11 931	-	11 931
87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	196	-	196
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	642	-	642
91	INSPECTION GENERALE DE L'EPSP	-	-	-
92	INSPECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE	-	-	-
95	ANAPI	61	-	61
96	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL	60	-	60
TOTAL	-			1 223 873

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

ANNEXE XV: AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DE CREDITS DE PAIEMENT DE L'EXERCICE 2015

Section	NomSection	MONTANT PROJET	Durée Projet	Date Debut	Prévision 2014		Prévision 2015		Prévision 2015	
					Autorisation Engagement	Crédit Paiement	Autorisation Engagement	Crédit Paiement	Autorisation Engagement	Crédit Paiement
1	Investissements sur Ressources Extérieures						1 492 891 805 969	1 492 891 805 969		
18	ASSEMBLEE NATIONALE	1 371 469 830			0	0	1 371 469 830	1 371 469 830	0	0
23	COOPERATION INTERNATIONALE	4 888 000 000			0	0	4 888 000 000	4 888 000 000	0	0
24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	9 020 408 661			0	0	9 020 408 661	9 020 408 661	0	0
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	239 479 848 219			0	0	239 479 848 219	239 479 848 219	0	0
30	FINANCES	23 855 515 203			0	0	23 855 515 203	23 855 515 203	0	0
32	PLAN ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVOLUTION DE LA MODERNITE	878 304 721			0	0	878 304 721	878 304 721	0	0
34	JUSTICE	9 705 418 772			0	0	9 705 418 772	9 705 418 772	0	0
37	SANTÉ PUBLIQUE	114 509 050 734			0	0	114 509 050 734	114 509 050 734	0	0
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	41 070 776 213			0	0	41 070 776 213	41 070 776 213	0	0
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	215 490 943 279			0	0	215 490 943 279	215 490 943 279	0	0
43	URBANISME ET HABITAT	19 753 519 358			0	0	19 753 519 358	19 753 519 358	0	0
44	AGRICULTURE	48 881 564 456			0	0	48 881 564 456	48 881 564 456	0	0
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	16 899 847 650			0	0	16 899 847 650	16 899 847 650	0	0
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	2 629 525 599			0	0	2 629 525 599	2 629 525 599	0	0
48	MINES	66 087 484 048			0	0	66 087 484 048	66 087 484 048	0	0
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ÉNERGIE)	133 769 743 037			0	0	133 769 743 037	133 769 743 037	0	0
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	320 164 254 096			0	0	320 164 254 096	320 164 254 096	0	0
52	POSTES, TELECOMM. ET NVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET DE LA COMM.	86 251 650 000			0	0	86 251 650 000	86 251 650 000	0	0
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	17 963 414 307			0	0	17 963 414 307	17 963 414 307	0	0
61	FONCTION PUBLIQUE	21 863 323 569			0	0	21 863 323 569	21 863 323 569	0	0
64	AFFAIRES SOCIALES	4 037 678 900			0	0	4 037 678 900	4 037 678 900	0	0
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	37 756 122 020			0	0	37 756 122 020	37 756 122 020	0	0
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	9 673 370 679			0	0	9 673 370 679	9 673 370 679	0	0
84	POLICE NATIONALE	46 890 572 618			0	0	46 890 572 618	46 890 572 618	0	0
2	Investissements sur Ressources Propres						265 904 902 352	99 344 008 384	-	51 104 456 436
10	PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE	2 600 588 785			0	0	2 600 588 785	2 000 000 000	0	600588785
11	PRIMATURE	1 536 166 001			0	0	1 536 166 001	1 000 000 000	0	268083001
12	SERVICE NATIONAL	3 189 968 856			0	0	3 189 968 856	1 000 000 000	0	1000000000
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	768 083 000			0	0	768 083 000	500 000 000	0	268083000
20	POUVOIR JUDICIAIRE	2 102 006 601			0	0	2 102 006 601	2 000 000 000	0	102006602
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	1 000 000 000			0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	3 945 289 913			0	0	3 945 289 913	3 000 000 000	0	280216649
24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	200 000 000			0	0	200 000 000	200 000 000	0	0
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	1 193 072 000			0	0	1 193 072 000	500 000 000	0	155725300
27	DÉFENSE NATIONALE	64 239 498 068			0	0	64 239 498 068	15 000 000 000	0	8655934508
28	ANCIENS COMBATTANTS	200 000 000			0	0	200 000 000	200 000 000	0	0
29	ÉCONOMIE NATIONALE	1 077 661 727			0	0	1 077 661 727	1 000 000 000	0	77661727
30	FINANCES	14 677 554 306			0	0	14 677 554 306	3 086 509 720	0	1434066549
31	BUDGET	8 172 232 724			0	0	8 172 232 724	3 840 415 769	0	1805620884
32	PLAN ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVOLUTION DE LA MODERNITE	22 292 136 842			0	0	22 292 136 842	5 376 581 003	0	3019543840
33	RECONSTRUCTION	1 239 024 500			0	0	1 239 024 500	1 152 124 500	0	86900000
39	COMMISSION NATIONALE POUR L'UNESCO / ADMINISTRATION	614 466 400			0	0	614 466 400	614 466 400	0	0
46	INDUSTRIE	5 704 222 275			0	0	5 704 222 275	1 507 390 898	0	0
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	1 672 332 002			0	0	1 672 332 002	1 672 332 002	0	0
48	MINES	14 317 663 159			0	0	14 317 663 159	5 000 000 000	0	9317663159
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ÉNERGIE)	51 590 317 950			0	0	51 590 317 950	20 695 000 001	0	6816788739
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	6 454 259 756			0	0	6 454 259 756	2 000 000 000	0	855118902
53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	310 209 158			0	0	310 209 158	186 942 186	0	21805876
54	DROITS HUMAINS	62 298 444			0	0	62 298 444	62 298 444	0	0
55	AFFAIRES FONCIÈRES	7 149 839 425			0	0	7 149 839 425	1 309 581 516	0	5840257910
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	115 596 492			0	0	115 596 492	115 596 492	0	0
57	TOURISME	1 000 000 000			0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0
58	CULTURE ET ARTS	1 800 000 000			0	0	1 800 000 000	1 000 000 000	0	550000000
59	JEUNESSE	302 600 000			0	0	302 600 000	238 128 432	0	32235784
60	SPORTS / ADMINISTRATION	2 062 500 000			0	0	2 062 500 000	2 000 000 000	0	31250000
61	FONCTION PUBLIQUE	4 444 333 379			0	0	4 444 333 379	2 000 000 000	0	1440000000
62	EMPLOI ET TRAVAIL	536 166 001			0	0	536 166 001	536 166 001	0	0

Section	NomSection	MONTANT PROJET	Durée Projet	Date Debut	Prévision 2014		Prévision 2015		Prévision 2015	
					Autorisation Engagement	Crédit Paiement	Autorisation Engagement	Crédit Paiement	Autorisation Engagement	Crédit Paiement
63	PRÉVOYANCE SOCIALE / ADMINISTRATION	2 944 820 705			0	0	2 944 820 705	500 000 000	0	290236532
64	AFFAIRES SOCIALES	939 968 613			0	0	939 968 613	500 000 000	0	214264323
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	800 000 000			0	0	800 000 000	800 000 000	0	0
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	1 509 000 000			0	0	1 509 000 000	500 000 000	0	374958500
74	PORTEFEUILLE	2 497 814 000			0	0	2 497 814 000	2 497 814 000	0	0
76	COUR DES COMPTES	2 126 475 000			0	0	2 126 475 000	152 631 918	0	152631918
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	5 615 548 283			0	0	5 615 548 283	2 000 000 000	0	1921863035
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (CSAC)	1 395 354 000			0	0	1 395 354 000	530 836 650	0	294092075
84	POLICE NATIONALE	7 797 333 799			0	0	7 797 333 799	5 000 000 000	0	1398666899
85	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION	3 767 584 707			0	0	3 767 584 707	2 803 522 000	0	671795657
86	AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)	2 874 150 000			0	0	2 874 150 000	1 500 000 000	0	1372650000
87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	5 078 689 651			0	0	5 078 689 651	765 670 452	0	765670452
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)	1 488 075 830			0	0	1 488 075 830	500 000 000	0	988075830
96	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL	500 000 000			0	0	500 000 000	500 000 000	0	0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du / /2014 pour l'exercice 2015.

Fait à Kinshasa, le

Joseph KABILA KABANGE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES PAR TITRE

Code	Nature	Budget 2013	Budget 2014	Budget 2015	Struct. (%)	% PIB	Taux Accr.
		Exécuté	Voté	Projeté			
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	219 397 922 976	258 382 619 000	231 806 650 000	3,1	0,6	-10,3
11	Dettes Intérieures	74 716 579 335	80 000 000 000	80 000 000 000	1,1	0,2	0,0
12	Dettes Extérieures	144 681 343 641	178 382 619 000	151 806 650 000	2,0	0,4	-14,9
2	FRAIS FINANCIERS	160 326 626 746	110 685 171 000	104 494 876 000	1,4	0,3	-5,6
21	Intérêts sur la dette	90 563 392 745	83 928 245 000	77 737 950 000	1,0	0,2	-7,4
22	Autres frais financiers	69 763 234 001	26 756 926 000	26 756 926 000	0,4	0,1	0,0
3	DÉPENSES DE PERSONNEL	1 449 104 567 352	1 707 597 426 298	1 891 329 839 759	25,3	5,2	10,8
32	Rémunération du personnel actif de l'État	1 038 887 262 412	1 105 773 273 000	1 255 255 479 721	16,8	3,5	13,5
34	Dépenses accessoires de personnel	410 217 304 939	601 824 153 298	636 074 360 038	8,5	1,8	5,7
4	BIENS ET MATÉRIELS	165 658 396 003	249 747 663 241	268 227 155 776	3,6	0,7	7,4
41	Fournitures et petits matériels	61 760 172 607	89 003 851 468	97 353 277 430	1,3	0,3	9,4
42	Pièces de rechange pour équipements	1 077 953 144	12 950 881 000	13 120 465 000	0,2	0,0	1,3
43	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	11 175 459 988	11 927 300 661	13 216 086 161	0,2	0,0	10,8
44	Produits alimentaires, agro-alimentaires et accessoires	83 892 361 696	114 772 446 532	116 968 629 876	1,6	0,3	1,9
45	Textiles, insignes et habillement	7 476 217 923	20 091 271 580	26 268 056 976	0,4	0,1	30,7
46	Matériaux de Construction et quincaillerie	276 230 644	1 001 912 000	1 300 640 333	0,0	0,0	29,8
5	DÉPENSES DE PRESTATIONS	146 126 941 675	453 097 413 128	413 282 261 199	5,5	1,1	-8,8
51	Dépenses de Base	24 130 686 059	99 329 728 143	77 787 119 004	1,0	0,2	-21,7
52	Publicité, Communiqué, Impression, Reproduction, Reliure	3 028 077 025	14 255 807 000	14 142 821 000	0,2	0,0	-0,8
53	Transport	20 892 451 153	61 623 981 280	61 653 644 745	0,8	0,2	0,0
54	Location Immobilière, Equipements et Matériels	11 168 222 171	12 275 112 400	9 652 662 584	0,1	0,0	-21,4
55	Entretien et Réparations de Matériels et d'Equipements	2 296 043 067	13 660 445 000	13 642 224 800	0,2	0,0	-0,1
56	Soins Vétérinaires et de Protection de l'Environnement		23 554 000	23 554 000	0,0	0,0	0,0
57	Entretien, Décoration et Réparation d'ouvrages et édifices	2 129 269 374	1 758 219 000	3 994 570 000	0,1	0,0	127,2
58	Autres Services	82 482 192 825	250 170 566 305	232 385 665 066	3,1	0,6	-7,1

Code	Nature	Budget 2013	Budget 2014	Budget 2015	Struct. (%)	% PIB	Taux Accr.
		Exécuté	Voté	Projeté			
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	1 502 964 347 127	1 822 557 425 272	1 831 435 401 140	24,5	5,0	0,5
61	Subventions	249 309 737 583	317 445 812 000	347 393 840 667	4,7	1,0	9,4
62	Rétrocessions	179 241 948 856	242 431 873 000	276 955 414 298	3,7	0,8	14,2
63	Interventions de l'Etat	1 020 669 998 264	1 207 353 055 272	1 150 015 893 057	15,4	3,2	-4,7
65	Contributions internationales	18 093 493 161	11 889 947 000	11 689 947 000	0,2	0,0	-1,7
66	Aides, Secours et Indemnisations	8 293 488 593	12 059 395 000	10 344 603 000	0,1	0,0	-14,2
67	Charges sociales	9 864 130 927	12 960 304 000	17 293 863 942	0,2	0,0	33,4
68	Pensions et rentes/honorariat et emeritat	17 491 549 743	18 417 039 000	17 741 839 176	0,2	0,0	-3,7
7	ÉQUIPEMENT	747 166 184 396	1 646 990 863 900	1 669 199 557 618	22,4	4,6	1,3
71	Equipements et Mobiliers	4 961 083 618	12 511 589 000	52 019 722 489	0,7	0,1	315,8
72	Equipement de Santé	38 247 962 039	8 577 242 000	108 885 806 341	1,5	0,3	1 169,5
73	Equipements éducatifs, culturels et sportifs	30 525 797 622	1 562 765 000	35 512 455 499	0,5	0,1	2 172,4
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	525 452 735	5 461 176 000	31 325 401 439	0,4	0,1	473,6
75	Equipements de Construction et de Transport	67 160 236 584	34 241 419 014	63 850 896 697	0,9	0,2	86,5
76	Equipements de Communication	1 505 894 017	1 718 303 000	959 445 240	0,0	0,0	-44,2
77	Equipements militaires	21 061 762 995	1 690 798 000	1 500 594 342	0,0	0,0	-11,2
78	Contrat d'études	524 417 776 533	1 262 565 124 886	1 251 292 058 126	16,8	3,4	-0,9
79	Equipements divers	58 760 218 253	318 662 447 000	123 853 177 446	1,7	0,3	-61,1
8	CONSTRUCTIONS, RÉFECTIONS, RÉHABILITATION	366 698 438 712	1 199 945 764 080	1 055 872 971 741	14,1	2,9	-12,0
81	Construction d'Ouvrages et d'édifices	77 517 423 892	600 812 160 200	562 545 906 795	7,5	1,5	-6,4
82	Réhabilitation, Réfection et Addition d'ouvrage et d'édifice	289 181 014 820	593 624 744 880	480 797 161 599	6,4	1,3	-19,0
83	Acquisition de Terrains	0	667 209 000	7 073 588 120	0,1	0,0	
84	Acquisition de Bâtiments	0	4 841 650 000	5 456 315 227	0,1	0,0	12,7
	TOTAL	4 757 443 424 987	7 449 004 345 919	7 465 648 713 234	100,0	20,6	0,2